



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 3265

Texte de la question

## CROISSANCE

M. le président. La parole est à M. Gaëtan Gorce, pour le groupe socialiste.

M. Gaëtan Gorce. En l'absence du ministre de l'intérieur (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), je tiens à souligner l'extraordinaire désinvolture de M. Sarkozy, qui a dû retirer hier les dispositions de son projet de loi associant délinquance et santé mentale, quelques minutes seulement après avoir laissé le ministre délégué à la sécurité sociale expliquer combien elles étaient essentielles.

(*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Jean-Marc Roubaud. Quelle est la question ?

M. Gaëtan Gorce. Nous savons maintenant que, pour M. Sarkozy, ce qui est essentiel le matin ne l'est plus le soir. Dont acte. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Ma question s'adresse à M. le ministre des finances, s'il est là !

Plusieurs députés du groupe socialiste. Il est absent !

M. Gaëtan Gorce. Monsieur le ministre, je n'aurai pas l'impertinence de vous interroger sur les chiffres du chômage. Vous avez souhaité empêcher la publication de ceux de l'INSEE, qui vous étaient favorables. Dont acte.

Je ne céderai pas non plus à la tentation de vous interroger sur l'état des déficits publics, dans la mesure où chacun sait que, en la matière, votre gouvernement va entrer dans le livre des tristes records.

Je voudrais simplement vous parler avec beaucoup de gravité des chiffres de la croissance qu'Eurostat, que vous n'avez pas le pouvoir de censurer, vient de publier.

Je m'exprime avec gravité car seule la croissance peut garantir l'avenir de nos emplois et l'équilibre de nos comptes publics, qui se sont particulièrement dégradés. Je m'exprime avec gravité parce que c'est grâce à la croissance que nos voisins européens ont su réduire leur endettement.

M. Jean-Marc Roubaud. Venons-en à la question !

M. Gaëtan Gorce. Or les chiffres - j'espère que, là où vous êtes, vous m'entendez - sont accablants. Alors que la France, entre 1997 et 2002, se situait dans le peloton de tête des nations européennes en matière de croissance,...

Mme Martine David. C'est vrai !

M. Gaëtan Gorce. ...elle figure désormais - je comprends que cela vous ennuie, mais telle est la réalité des chiffres sur lesquels on peut se baser - au dixième rang des douze nations de la zone euro. Alors que, jusqu'à présent, vous nous expliquiez que la faiblesse de la croissance française était liée à celle de la zone euro, cette explication tombe aujourd'hui : toutes les grandes nations font mieux que vous. La Finlande ou l'Irlande, pour prendre ces exemples, font même trois fois mieux.

Mme Martine David. Après cinq ans de Sarkozy !

M. Gaëtan Gorce. J'aimerais que vous nous expliquiez comment vous pouvez concilier ce constat accablant pour nos finances publiques et notre situation économique...

M. le président. Monsieur Gorce, posez votre question !

M. Gaëtan Gorce. ...avec les propositions du ministre candidat M. Sarkozy, qui a été votre prédécesseur à Bercy, que vous soutenez et qui propose purement et simplement d'amplifier une politique qui ne marche pas. Non seulement vous avez été incapables de répartir équitablement les richesses au cours des cinq dernières années (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*),...

M. le président. Monsieur Gorce !

M. Gaëtan Gorce. ...mais vous vous montrez aujourd'hui incapables d'en créer. Pensez-vous sincèrement, monsieur le ministre, qu'il soit dans l'intérêt de notre pays de continuer plus longtemps dans ce sens ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État.

M. Jean-François Copé, *ministre délégué au budget et à la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député Gorce, en vous entendant, je me dis parfois que la politique, c'est moche. (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Gaëtan Gorce. Je ne peux pas accepter cela !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. Je n'ai pas crié quand vous avez parlé. Je vous ai écouté. (*M. Gaëtan Gorce se dirige vers le banc du Gouvernement.*)

M. Gaëtan Gorce. Vous n'avez pas le droit de dire cela ! C'est inadmissible ! (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Monsieur Gorce, allez vous asseoir !

M. Henri Emmanuelli. C'est scandaleux ! (*M. Henri Emmanuelli quitte l'hémicycle, ainsi que d'autres députés socialistes.*)

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. Vous êtes intarissable sur la question de la croissance, mais vous ne dites pas un mot des résultats de la France en matière de baisse du chômage et du déficit du budget de l'État.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Dehors !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. C'est une nouvelle démonstration que vos procès d'intention vous permettent de taire que le programme de Ségolène Royal ne prévoit strictement rien pour rétablir la situation budgétaire de notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Gaëtan Gorce](#)

**Circonscription :** Nièvre (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3265

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** budget et réforme de l'Etat

**Ministère attributaire :** budget et réforme de l'Etat

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 15 février 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 15 février 2007